

Edito ... actif !

C'est fait ! Au moment même où nous bouclons ce journal, le bail a été signé : Utopia ouvre une librairie, le mouvement a enfin son local !

Grace au soutien financier apporté par de très nombreux contributeurs, ce rêve (suffisamment grand pour ne pas le perdre de vue) est devenu réalité. Au-delà de la vente de nos livres, de ceux de nos éditeurs amis, et plus largement de tout ce qu'édite le monde de l'écologie, cet espace sera un « tiers lieu » ouvert aux échanges, à la formation, à l'art, à la lecture. Géré bénévolement par nos adhérent.e.s francilien.ne.s, ce local sera aussi l'occasion de « faire ».

Faire ensemble, s'engager dans un militantisme existentiel qui met en cohérence idées, actions et manières de vivre, de consommer, de se nourrir, c'est aujourd'hui le choix que beaucoup ont fait ou aspirent à faire. Ce journal, notre librairie, et plus largement notre mouvement Utopia, doivent être les lieux où se partagent ces expériences, ou elles trouvent les moyens de s'enrichir. Plus qu'un simple think tank, fort de la diversité des sujets qui fondent la construction de ce « chemin » vers un autre monde, Utopia doit être l'espace du partage de ces nouveaux savoir-faire. Parce que le monde doit changer et qu'il est urgent et possible de faire un pas de côté, l'éloignement de la politique des partis, s'il est une réalité pour beaucoup d'entre nous, n'est pas un retrait de la politique, il est une expression de sa réappropriation citoyenne. Le municipalisme, dont le mouvement Utopia est un des acteurs les plus engagés, nous a montré la voie : celle d'une démocratie de la cité, réellement participative, innovante et riche de ses diversités et spécificités locales.

C'est ce que nous racontent dans ce huitième numéro d'*Utopia en mouvementS*, Solenne et Aurélien qui témoignent de leurs vies en communautés au *Moulin bleu* ou à *la Bascule*, c'est ce dont nous parle Geneviève engagée dans le municipalisme Lyonnais. C'est aussi ce que nous disent nos ami.e.s de la Côte d'Ivoire et du Burkina, nouveaux adhérents d'Utopia Monde, qui nous enrichissent de l'approche africaine de notre utopie.

C'est ce que nous expliquent Hélène, Jean, et Marcel, praticien.ne.s d'une école dans laquelle le faire des élèves acteurs est au cœur de la pédagogie. C'est ce que nous dit Laurent de sa sensibilité au monde. C'est ce que Patricia nous dit de la Palestine. C'est ce que nous disent Sonia, Laurent et Jean-Marie engagé.e.s chacun.e à leur façon, pour que soit partagée une véritable « culture de la Paix »...

C'est bien sûr ce que nous disent nos auteurs Cyrille et Florent dont le travail d'écriture est un outil d'éducation, de réflexion et d'action.

Alors bonne lecture...et venez faire vivre avec nous la « librairie Utopia » !

Pierre

Editions Utopia : notre différence, c'est vous !

Les Éditions Utopia ont été créées en 2010. Déjà plus de 10 ans ! **Avec plus de 90 000 livres diffusés, et 40 titres à ce jour.**

Dans une démarche d'éducation populaire, nos publications sont accessibles au plus grand nombre grâce à des prix volontairement bas. Grâce à un fonctionnement reposant exclusivement sur le bénévolat, nous avons néanmoins équilibré financièrement nos résultats tous les ans.

Les livres sont diffusés et distribués en librairie, **mais ce qui fait notre différence et notre force, ce sont les achats en direct par les militants** et la distribution directe faite dans des événements (manifs, salons, conférences, malheureusement en veilleuse depuis un an !) ou dans un environnement amical ou associatif.

Et surtout, **chacun d'entre nous constitue un réseau sur tout le territoire pour présenter notre maison d'édition dans les librairies** de quartier, de village ou n'importe quelle librairie devant laquelle nous passons en flânant dans les rues !

C'est simple : entrer dans la librairie, avec ou sans catalogue, et présenter les éditions Utopia. Le ou la libraire tapote alors sur internet et peut ainsi faire connaissance avec nous, et peut être même commander les derniers ouvrages.

Les éditions Utopia, c'est l'action de chacun.e d'entre nous, partout où nous sommes. C'est la maison de tou.te.s les utopien.ne.s !

Le comité édito : québécois ?

Composé de 12 membres et animé par Denis Vicherat, le comité a pour tâche principale de sélectionner les livres qui seront édités, et de décider des conditions de leur diffusion.

Il reçoit plusieurs manuscrits par mois, par voie électronique évidemment.

Les manuscrits sont pré-triés suivant des critères simples : les romans, les récits, les textes trop éloignés des positions d'Utopia, les textes trop longs (plus de 400 pages) sont impitoyablement écartés.

Après ce premier tri, il reste chaque trimestre une dizaine de manuscrits qui sont soumis à la lecture de

l'ensemble des membres du comité édito : celui-ci se réunit une fois par mois (en ce moment par Zoom). Certains de nos premiers lecteurs, membres du comité, mériteraient souvent un passage au « Masque et la Plume » tant leurs critiques sont drôles, pertinentes et argumentées. Nous avons aussi parfois de vraies empoignades sur certains bouquins !

Chaque membre du comité dispose d'un vote équivalent, mais peut mettre un veto à une publication. Deux vetos valent rejet de l'ouvrage, et nous privilégions la méthode du consentement.

Parfois, nous avons des doutes sur la qualité d'un livre, ou la pertinence de son contenu. Il est alors proposé en « deuxième lecture » pour que chacun puisse se faire une idée plus précise sur l'ouvrage en question.

Une fois le livre sélectionné, il part ensuite dans le cycle de réalisation, mais c'est une autre histoire... à suivre...

Pour rappel : Nous sommes distribués en librairie ainsi que dans les grands réseaux de vente en magasin et en ligne. Tous nos livres peuvent être commandés chez votre libraire. Nous vous conseillons de privilégier au maximum les librairies indépendantes (et d'éviter Amazon), via par exemple les réseaux suivants :

www.librairiesindependantes.com

<https://www.leslibraires.fr>

<https://www.placedeslibraires.fr>

lalibrairie.com

parislibrairie.fr

la-boutique-militante.com

La carte des librairies indépendante du CNL : <https://centrenationaldulivre.fr/librairies-labellisees-lir>

Nos livres sont également disponibles en version numérique, en format epub ou mobi sur les principaux sites de vente en ligne.

Jean Pierre Hardy et Laure Pascarel

Donnez, adhérez à Utopia !

L'ouverture de notre librairie, son fonctionnement associatif et ouvert ont un coût. Nous ne pourrions « tenir » qu'avec votre aide. Achetez, faites acheter nos livres par vos libraires et pour les franciliens, commandez vos autres livres à la librairie Utopia !

Quant aux dons ou l'adhésion au mouvement Utopia, ils sont déductibles à 66% (pour celles et ceux qui ont la chance de payer des impôts...)

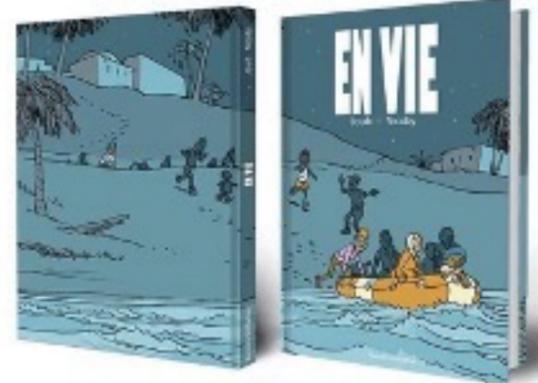
Par avance, merci !

Soyez journaliste utopia !

Ce journal est avant tout le vôtre !

Faites-nous part de vos « mouvements », partagez vos utopies concrètes ou non, vos lectures, vos images, vos idées... Faites-nous vivre vos actions locales comme sources d'expériences à partager ! Une adresse mail : journal@mouvementutopia.org

Et pour toute autre info, adhésion, etc, tout est sur le site du mouvement : www.mouvementutopia.org



En Vie est un album destiné aux plus jeunes. Il permet d'apporter des pistes de réflexion aux enfants sur le difficile sujet de la migration.

Nicoby et Joub ont mûrement pensé ce projet pour qu'il soit accessible même aux plus petit.e.s qui n'ont pas encore fait l'apprentissage de la lecture. Un livre utile, citoyen et qui permet en plus de reverser, pour chaque exemplaire vendu, la somme de 2,5€ à SOS MEDITERRANEE.

Emilien

Une BD soutenue par les CCAS et le Mouvement Utopia.

De l'Utopie à la réalité ...

Témoignage : d'Utopia à l'utopie, de la région parisienne à la Bretagne en passant par le Loir-et-Cher, de juin 2015 à mars 2021

C'est en 2015 que cette aventure commence, en même temps à la Maison Bleue et au Mouvement Utopia ; que ces aventures commencent donc.

Au printemps, je cherche un travail et une colocation sympa : deux histoires qui vont transformer ma vie pour le meilleur... et c'est tout !

Je pêche une annonce sur l'Auberge de la Solidarité d'une association, *le Mouvement Utopia*, qui recrute une « Chargée de mission vie associative ». Je me souviens de l'entretien à l'Île Saint Denis, dans les locaux où travaille un des membres du Bureau. Et de ma question, un peu naïve, « *Vous êtes un peu comme les Colibris ?* ». De ma joie quand on m'appelle pour me dire que je suis prise. Mazal Tov ! Le 1^{er} juin 2015, je commence un nouveau travail, il faut trouver un lieu pour l'Université d'Été du Mouvement Utopia qui ne se passe pas encore en automne.

Et, ce même jour, je pose mes bagages avec 7 autres personnes dans un petit immeuble à Bourg-La-Reine. J'ai rencontré Edouard, Marielle, Clément, Raquel, Cal et Sylvain... par l'Auberge de la Solidarité également, et j'ai ramené mon poto Nicolas dans l'histoire : l'idée est de monter une colocation « écolo », « alternative », « résiliente » en milieu urbain. On a trouvé 3 appartements dans un petit immeuble avec accès à un jardin touffu, près du Parc de Sceaux en banlieue sud de Paris. La petite tribu prend ses marques : on squatte les chambres et salons à droite et à gauche, tout le monde ramène ses affaires petit à petit. On décide assez naturellement de se voir dans un format de réunion une fois par mois : vivre à 8 et avoir des projets sur notre lieu de vie, ça s'organise !



Les débuts de la colocation de La Maison Bleue

On a tou-ttes autour de 25-30ans, militant-es à nos heures (plus ou moins) perdues dans diverses associations. Je passe le mois de juin entre la chaleur de Bourg-La-Reine et celle de l'Île Saint-Denis. Les premiers jours à potasser tout le *Manifeste du Mouvement Utopia* pendant le trajet en RER. Je suis très étonnée de ne pas avoir entendu parler plus tôt de cette association avec laquelle je partage tant de convictions !

Quand je rentre à la Maison, les choses s'organisent petit à petit : on commence à voir comment on va trier les déchets, comment acheter du bio, local, en vrac, un maximum des produits de circuits courts, non transformés (« il y a une boutique juste à côté », « j'ai repéré un magasin bio pas loin »...). On veut tester un système d'aquaponie dans le jardin.

Et des poules ? Et pourquoi pas ? Rox et Rockie arriveront à la rentrée, cadeau pour les 30 ans de Cal (« si t'as pas de poules à tes 30 ans, tu as raté ta vie ! » nous dirons les copines).

Comme on partage 3 appartements sur 5 dans ce petit immeuble, nous laissons toujours les portes ouvertes, on fait confiance aux voisins. Ça amuse le propriétaire, qui dit qu'on a laissé la clef... à la maison bleue, comme dans la chanson : sans le faire exprès, il baptise notre colocation et un projet d'écolieu qui naîtra 5 ans après.

De la colocation à la vie en communauté

Nous avons mis des cloisons dans certaines pièces : un salon est devenu deux chambres. Deux cuisines sont également transformées, on enlève les frigos (tous!) et les éviers, on installe des petits lits et on remplace les casseroles par des livres. Nous avons gardé une cuisine commune, dans l'appartement du rez-de-chaussée, les autres appartements n'en ont pas besoin. Nous partageons tout, ou presque. Tout ce qui est dans les parties communes de la maison est à tout le monde, sauf contre-indication (notamment pour la nourriture). Nous partageons les repas, surtout le soir, mais sans obligation. Le midi celles et ceux présentes s'arrangent entre elleux en fonction des horaires. Les repas sont végétariens ou végétaliens surtout par conviction écologique et par commodité (un seul plat pour tout le monde), même si peu d'entre nous sont strictement végétariens.

Nous participons tou-ttes aux courses à prix libre, avec un système de cagnotte qui permet de se responsabiliser.

Chacun-e auto-évalue de combien sa contribution sera. Si tu as le temps de faire les courses : tu peux faire les courses avec ton argent ou celui de la cagnotte. Si tu n'as pas ou pas assez de sous, tu prends dans la cagnotte. Si tu as trop dépensé ? Tu te rembourses dans la cagnotte. Tu as de l'argent mais pas le temps de faire les courses ? Tu mets dans la cagnotte.

Ce système est mis en place pour expérimenter une forme d'autogestion, qui a fonctionné pendant plus de 5 ans. Les personnes de passage peuvent participer à prix libre, ce qui nous permet aussi de ne pas avoir à contrôler ce que les personnes rapportent (nous ne souhaitons pas imposer notre mode de consommation aux invité-es mais ne voulons pas non plus accueillir trop de produits de consommation industriels). C'est pour nous aussi une forme de redistribution des richesses et un moyen de réfléchir individuellement et collectivement au rapport à l'argent, à la propriété, au partage et à l'équité... Nous souhaitons mettre en place des systèmes équitables plutôt qu'égalitaires.

Ce sera la même chose pour la participation aux tâches de la vie quotidienne (ménage, courses, bricolages...): une contribution libre et consciente, chacun-e se responsabilisant sur ce qu'il faut faire pour la colocation. Cette partie-là – avec le recul et à mon avis – a été plus compliquée à mettre en place. Nous avons mis du temps avant de faire émerger les différences notamment de genre qui influaient sur les tâches (non) prises par certain-es pour des raisons structurelles (sur lesquelles un article en soit serait nécessaire). Nous avons fini au bout de quelques

années par organiser une réunion spécifique sur la question de la répartition (genrée) des tâches, la charge mentale, la charge émotionnelle... Mais, nous étions déjà 15 à ce moment-là... ! J'ai sauté une étape ?

La colocation de 8 à 11, à 15... vers l'écolieu

Petit retour en arrière donc. Au bout de quelques mois les locataires de l'appartement d'en bas sont parties (celles qui vivaient là avant que nous débarquions à 8) et les propriétaires sont ok pour que l'on récupère l'appartement connecté au garage. Ni une, ni deux, nous récupérons l'appartement et avec les autres appartements trouvons le moyen de passer de 8 à 11, dès le mois d'octobre 2015. Un dortoir se met en place dans une chambre et nous poussons les murs des autres. Plus tard, nous passons de 11 à 15 lorsque le dernier appartement de l'immeuble se libère, en décembre 2017.

On commence à se sentir un peu à l'étroit, et les poules aussi. Depuis le début de l'aventure Maison Bleue nous parlons de transition vers un lieu de vie collectif à la campagne. Il y a eu plusieurs tentatives pour lancer plus sérieusement le projet mais jusqu'ici rien n'a pris. En septembre 2018, je rentre de 8 mois

de vadrouille en Asie et nous sommes plusieurs à sérieusement envisager de quitter Paris dans les années à venir, à nous sentir prêt à nous lancer dans cette nouvelle aventure qui nous semble couler de source. Après 4 ans de vie collective à la Maison Bleue, je ne m'imagine pas vivre autrement qu'en communauté. En septembre 2018, je recommence à travailler pour le Mouvement Utopia, comme coordinatrice du programme « *Municipalisme, Transition et Territoires* ». Et le projet vers un « hameau bleu » commence avec les colocataires et d'autres ami-es. Nous sommes 19 à être dans le groupe du projet. Après plusieurs mois de définition de raison d'être, de projections, de réunions, de recherches et visites de lieux, un petit groupe a le coup de cœur pour un Moulin dans la Beauce. S'en suivent de nouveau plusieurs mois de tractations – notamment avec le propriétaire - des modifications dans le groupe de départ... Enfin, une SCI composée de 17 associé-es signe l'achat du Moulin de Vernouillet à Saint Jean Froidmentel le 11 mars 2020.

Quelques jours plus tard, en réaction à la pandémie de COVID-19 le premier confinement débute en France. Une quinzaine de personnes se confine au Moulin et pose les pierres de la suite de l'histoire, de la Maison Bleue au Moulin, qui sera rebaptisé Moulin Bleu, évidemment.





Et maintenant ?

Bien que faisant partie du projet du Moulin Bleu depuis le début, les aléas de la vie m'ont finalement amené à m'installer Lorient, en Bretagne.

On y a monté une colocation de 6 personnes dans le même esprit de vie collective et plutôt décroissante depuis le mois de juin 2020.

Ici, les moments pour discuter de la vie en colocation (également une fois par mois) se passent plutôt autour d'un sympathique dîner.

Entre autres choses (notamment des façons de s'organiser proches de ce que j'avais connu à la Maison Bleue), on expérimente la décroissance numérique : trois colocataires se partagent un ordinateur et quatre colocataires sur six n'ont plus de ce qu'on appelle un « smartphone » (j'ai fait moi-même le changement pour un « dumb phone » début janvier!).

Nos ODJ (Ordres Du Jour) et CR (Comptes Rendu) de nos réunions pour la vie en colocation sont sur des feuilles épinglées dans la cuisine et nous avons choisi de passer par un fournisseur d'accès à internet associatif (association FDN, French Data Network).

On réfléchit à remettre un téléphone fixe chez nous pour être joignable sans passer par les téléphones portables personnels. Depuis quelques semaines, nous commençons à parler du projet d'écolieu que l'on aimerait monter en Bretagne avec les colocataires...

En attendant, je passe de temps en temps dans d'autres lieux collectifs : à Bascule Argoat (ce n'est pas très loin de Lorient) et bien sûr au Moulin Bleu, continuer à fredonner avec mes ancien-nes colocataires :

*« C'est une maison bleue, adossée à la colline.
On y vient à pied, on ne frappe pas
Ceux qui vivent là, ont jeté la clé
On se retrouve ensemble
Après des années de route
Et l'on vient s'asseoir autour du repas
Tout le monde est là, à cinq heures du soir ... »*

To be continued...

Solenne

<http://la-maison-bleue.org/le-projet>
<https://lemoulinbleu.org>

Merci à tou-tes les utopien-nes que j'ai croisé ou avec qui j'ai échangé, travaillé, ri, chanté... et construit de l'utopie ces 5 dernières années.

Continuons d'avoir « des rêves suffisamment grands pour ne pas les perdre de vue » !

De La Bascule à La Bascule-Argoat d'avril 2019 à mars 2021

L'aventure commence en janvier 2019 sous l'impulsion de Maxime de Rostolan et des scientifiques du monde entier qui nous rappellent collectivement que nous sommes proches du point de non-retour climatique, avec un risque certain d'emballlement de la machine climatique à court terme.



Ce « point de bascule » et les risques qui en découlent ont servi d'aiguillon pour rassembler des étudiant.e.s de grandes écoles, en grève de leurs stages dans de grandes entreprises du CAC 40 et préférant dédier leur temps à un projet d'intérêt général, en espérant contribuer à éviter la catastrophe annoncée. Ces premières personnes engagées ont vite été rejointes par de nombreuses autres, souvent assez jeunes mais pas uniquement, avec des parcours bien différents, déjà engagées par ailleurs, ou d'autres dont c'était là le premier engagement, et quel engagement !

En effet, dès le mois de mars, un lieu fût trouvé : une ancienne clinique désaffectée proche du centre ville de Pontivy, petite ville de 15 000 habitant.es du centre Bretagne. Un chantier participatif a réuni durant 3 semaines des bénévoles venus de toute la France afin de rendre le lieu habitable pour les 9 mois suivants.

Le 1er avril 2019 débute un séminaire de gouvernance mené par l'Université Du Nous (UDN) qui permettra aux 80 personnes présentes d'élaborer la première mouture d'une organisation commune, démocratique et partagée. Cette organisation et les principes transmis par l'UDN, gouvernance en cercle, élection sans candidat.e.s, décisions par consentement, ont apporté une richesse et une pratique collective précieuse, et somme toute, assez rare. En effet, pendant 9 mois plusieurs centaines de personnes vont séjourner dans la «Clinique de la Transition» à Pontivy et expérimenter ces méthodes. Le nombre d'habitant.e.s permanent.es, bénévoles à temps pleins oscille entre 30 et plus de 100 personnes durant cette période.



Il serait difficile et assez long de raconter le foisonnement de projets menés durant cette période et le nombre d'enseignements individuels et collectifs que cela a permis. Pêle-mêle on peut en citer quelques-uns : soutenir les listes participatives, faire du lobbying citoyen, organiser un festival des transitions, essaimer la fresque du climat, dynamiser

les nouveaux récits d'un futur souhaitable, initier à la gouvernance partagée, apprendre la permaculture, ... **Enfin et avec le recul, la plus grande réussite de toutes, c'était la Clinique elle-même, carrefour de toutes les transitions, lieu de rencontre, de formation, de vie !**

Ce qui est certain et ce dont on pouvait se douter, c'est que l'on ne peut changer le monde en quelques mois et que la promesse de parvenir à répondre à l'enjeu du « point de bascule » en un temps aussi court était illusoire. Ce dont on peut être absolument certain c'est que durant ces 9 mois de présence à Pontivy, toutes les personnes qui ont vécu au sein de ce collectif ont énormément appris, découvert, pratiqué, rencontré, expérimenté avec une intensité rare liée notamment au fait de vivre et travailler ensemble en gouvernance partagée pendant plusieurs mois avec un incroyable brassage de personnes différentes.

L'hiver approchant, la clinique est devenue de plus en plus difficilement vivable. Vous pensez-bien, un bâtiment de 6 000m² conçu dans les années 60 et dont les murs extérieurs ne dépassent pas les 5 cm d'épaisseur, sans aucune isolation ni chauffage: il était temps de trouver d'autres lieux et d'explorer d'autres horizons.

C'est ainsi que la Clinique fut vidée de tout ce que nous avions récupéré, aménagé, embelli, pour être abandonnée de nouveau à son triste sort. Et différents groupes se sont dispersés dans toute la France.

Pour ma part, après avoir vécu l'intégralité de l'expérience à Pontivy, j'ai suivi un petit groupe de 10 basculeuses qui ont choisi de rénover un vieux bâtiment dans la campagne du centre Bretagne. Le bâtiment, ancienne lingerie de l'Abbaye de Langonnet, nous a été confié par une congrégation de religieuses. Il a été inoccupé pendant 8 ans et il est en bon état général, même si la rénovation des années 70 commence à dater et comporte évidemment de nombreuses imperfections !

Le changement de dynamique était plutôt agréable. Nous sommes passés d'un groupe de 30 à 40 personnes dans 6000m² à un groupe de 10 personnes dans 800m². Les dynamiques sont très différentes, plus chaleureuses, plus familiales en quelque sorte. Le nouveau collectif se met en place, les travaux commencent sérieusement pendant le premier confinement et nous organisons ensuite trois chantiers participatifs durant l'été 2020. Le lieu est de plus en plus accueillant, le nombre d'habitant.e.s augmente jusqu'à atteindre 15 personnes au bout de 14 mois. 15 était le seuil maximum que nous nous étions fixé afin de pouvoir toujours accueillir 10 personnes extérieures au collectif.

A partir du mois de mars 2020 l'association «La Bascule» démarre sa mutation sous forme d'un «Archipel Coopératif» et 5 îles se dessinent, toutes issues de l'expérimentation de Pontivy.

La Bascule fêtera ses deux ans le 1er avril et son histoire est déjà riche, elle a changé plusieurs fois d'architecture de gouvernance. Aujourd'hui elle expérimente le concept d'archipel et chacun des collectifs qui la compose développe ses propres expérimentations, sa propre vision des transitions, ses propres équilibres, choix, espoirs, réseaux, etc... Mais nous gardons toutes et tous en tête que nous faisons partie d'un écosystème social et environnemental et que nous pouvons nous mettre au service des territoires, des humains et de notre environnement.

Aurélien Vernet
la-bascule.org
argoat.la-bascule.org

Armes nucléaires, se battre pour une « culture de la paix »

Notre projet de livre collectif sur « La Culture de la Paix » est en bonne voie ; il proposera un regard que nous espérons large, approfondi et opérationnel sur ce thème universel tant l'actualité nous le rappelle de façon récurrente, et malheureusement rarement en bien.

Mais là, les événements vont dans le bon sens puisqu'il s'agit du Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires qui sera en vigueur le 22 janvier de cette année 21

Pour en savoir plus, nous avons rencontré Jean-Marie Collin qui nous parlera de cet événement majeur. Jean-Marie est expert et porte-parole d'ICAN France, par ailleurs depuis 2009 chercheur associé au GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) et Utopia est également heureux d'avoir rejoint récemment ICAN France (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons) en tant qu'organisation partenaire.

Laurent



En mouvementS : En guise d'introduction pouvez-vous nous rappeler ce qui constitue pour vous les étapes-clés de la lutte contre l'arme nucléaire ?

Jean-Marie Collin :

Il faut avoir en mémoire que les armes nucléaires sont nées durant la Seconde Guerre mondiale et que depuis nous vivons avec cette épée de Damoclès nucléaire. À la suite de la mise en place de l'ONU, des armes de destruction massive (chimiques et biologiques) ont été progressivement interdites, mais l'arme « majeure » n'était pas encore soumise à un régime d'interdiction équivalent.

Le regroupement en 2007 des associations militantes pour le désarmement nucléaire au sein de la campagne ICAN a permis, après des multiples conférences entre 2010 et 2016, de parvenir à ce que des États négocient et adoptent à l'ONU, (122 pour, contre 1, abstention 1), le 7 juillet 2017 le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Une seconde étape a été franchie le 24 octobre 2020, puisque le nombre minimum de 50 États requis pour donner force de loi internationale à ce texte a été atteint.

Pour la première fois un instrument juridiquement contraignant va, au regard du droit international, interdire totalement les armes nucléaires.

Au 1^{er} janvier 2021, 88 États ont signé ce traité, dont 51 l'ont ratifié et 37 lancé leur processus de ratification.

En mouvementS : Pourquoi cet événement constitue-t-il véritablement aujourd'hui un pas historique ?

J-M Collin : Malgré les arguments hérissés contre ce traité par les 9 États nucléaires (dont la France) et les 33 autres États qui bénéficient du parapluie nucléaire américain ou russe, il y aura un avant et un après.

Ce traité n'est pas symbolique, mais bien contraignant. Il prend sa source dans les engagements du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et constitue la pièce manquante d'un vaste puzzle (architecture du désarmement) qui permettra d'engager le processus d'élimination des armes nucléaires.

Le TIAN va enfin démarrer la marche vers un monde sans armes nucléaires.

Le TIAN interdit la possession, la fabrication, l'usage, la menace d'utilisation, le commerce, le financement des armes nucléaires.

Il comporte aussi des obligations positives (déclarations, garanties, élimination, vérification, retrait, mesures d'application nationale, assistance aux victimes et remise en état de l'environnement, coopération et assistance internationales, universalisation) pour permettre la mise en œuvre des différentes interdictions et assurer l'élimination progressive des armes nucléaires.

Il comporte aussi des obligations positives (déclarations, garanties, élimination, vérification, retrait, mesures d'application nationale, assistance aux victimes et remise en état de l'environnement, coopération et assistance internationales, universalisation) pour permettre la mise en œuvre des différentes interdictions et assurer l'élimination progressive des armes nucléaires.

En mouvementS : Pourquoi doit-on croire dans le droit international ?

J-M Collin : Le TIAN s'appuie sur la Charte des Nations Unies et complète le *Droit International Humanitaire* (DIH). Le droit international est le plus important outil que les États et les ONG possèdent pour avancer vers un monde plus égalitaire, moins pollué, plus respectueux des droits humains. Certes, le droit peut faire l'objet de rapports de forces pour être imposé au profit de certains groupes d'États, il est aussi parfois non respecté ou détourné, mais au final, tous les États sont en attente de celui-ci pour une raison simple : il assure une sécurité, car le droit est fait pour protéger.

Imaginons un monde où les armes biologiques et chimiques ne seraient pas interdites. Nous serions alors confrontés à une multitude d'États possédants ce type d'armes de destruction massive, avec tous les risques imaginables. Aujourd'hui ces armements sont presque totalement éliminés et la communauté internationale s'en félicite.

Les armes nucléaires ne disparaîtront pas du jour au lendemain, mais l'arrivée du TIAN induit un mouvement qui n'existait pas jusqu'à présent. Les pays qui disposent de ces armes seront désormais stigmatisés. Dès le 22 janvier 2021, les États qui s'opposent au TIAN ne pourront plus affirmer qu'ils respectent le droit international, **et pour la France**, se savoir être sur un plan d'égalité (sur ce sujet) avec des régimes tel que la Corée du Nord, le Pakistan, l'Inde, ou encore Israël n'est pas très valorisant.



En mouvementS : Comment les parlementaires s'emparent-ils de ce sujet ?

J-M Collin : Le Parlement a notamment pour rôle de contrôler la politique du gouvernement et de voter les budgets qui permettent de mettre en œuvre cette politique.

Nous sommes devant un vide terrible de prise de conscience des parlementaires sur les enjeux liés au désarmement nucléaire et regrettons leur attitude de rejet des sujets liés au « désarmement ».

Une des principales raisons à cet état de fait est l'absence d'une volonté réelle de contrôle de l'exécutif sur les programmes nucléaires. Comment un parlementaire qui souhaiterait réaliser cette action peut-il le faire correctement quand une partie des financements reste opaque ? Comment est-il possible

que depuis 2014 notre Campagne n'ait pas été auditionnée par les commissions — Affaires étrangères et de Défense — en charge de ces dossiers ? Ces questions interpellent notre démocratie.

L'absence de prise de conscience large de ce sujet, vient nuire à la création d'une large information publique et donc d'une adhésion citoyenne.



En mouvementS : Est-il possible de faire un parallèle entre la crise de la Covid-19 et le danger des armes nucléaires ?

J-M Collin : Oui, dans les deux cas les scientifiques ont largement alerté les différentes autorités du danger soit d'une pandémie mondiale, soit des conséquences d'une détonation volontaire ou accidentelle d'armes nucléaires.

Si depuis le tout début 2020, le virus de la Covid-19 a démontré l'adaptation difficile des réponses à la crise sanitaire – cf les effets des mutations à répétition – une détonation nucléaire nous poserait dans l'état actuel des choses un problème en fait insoluble, même sur un long terme, face à la destruction des structures notamment de communication et de santé, la perte de son personnel et le désordre politique du fait des attaques contre les centres de gouvernance.

Le « Jour d'après » que beaucoup d'intellectuels, de parlementaires, mais aussi de citoyens appelaient de leurs vœux en mars 2020, doit devenir une priorité.

Si la santé a un coût élevé, ses bénéfices sont en faveur de la vie. A contrario, continuer à investir des sommes faramineuses pour la modernisation des armées mondiales et le renouvellement des arsenaux nucléaires contribuent à entretenir une spirale de violence potentielle extrême.

Simplement pour la France, 27,82 milliards d'euros sont budgétisés d'ici 2025 - soit une dépense de 9 152 € par minute en 2021 - pour atteindre 11 445 € à partir de 2024 ! Autant de fonds publics qui devraient être affectés pour une réelle sécurité humaine.

En mouvementS : Comment les citoyens peuvent-ils se mobiliser sur le sujet ?

J-M Collin : Souvent, la première pensée est celle de l'impossibilité d'agir sur ce sujet. L'importance de la tâche est réelle et pourtant, comme dans la lutte contre le dérèglement climatique, chaque citoyen ne peut intervenir. Il est essentiel que chacun.e puisse s'informer et comprendre la réalité du risque des armes nucléaires ; car derrière les mots trop souvent utilisés de « dissuasion » ou encore « de non emploi » se cachent des moyens de destruction qui sont en permanence prêts à être utilisés.

Agir commence, par exemple, en interpellant son parlementaire, son maire en lui demandant de signer l'Appel des villes. Déjà 33 maires en France (dont Paris, Grenoble, Lyon, Grigny) ont répondu positivement à cet appel initié par ICAN pour montrer leur soutien au TIAN.

Et comme bien souvent l'argent est le nerf de la guerre – expression tellement malvenue ici que nous ferions mieux de parler de ressources de paix – vous pouvez aussi demander à votre banque, pourquoi elle investit dans des entreprises susceptibles de provoquer une catastrophe humanitaire internationale. Car voilà également un des points

forts du TIAN : impliquer les banques et fonds de pensions dans la lutte pour le désarmement !

Ainsi nous encourageons chaque client.te de la Société générale, de la BNP, du Crédit agricole et consortis à poser la question : allez-vous intégrer dans vos règles de financement la nouvelle norme internationale d'interdiction des armes nucléaires ?

Au premier trimestre 2021, ICAN France va lancer une grande campagne sur ce sujet spécifique, car nous n'acceptons pas un monde où des profits économiques seront encore réalisés sur l'industrie de la bombe atomique.

Conclusion J-M Collin

Depuis le premier essai nucléaire de la France, le 13 février 1960 au Sahara, les mythes sur le caractère positif de l'arme nucléaire n'ont cessé d'être clamés : prestige, sécurité, indépendance, attractivité économique ou technologique. Peu à peu ces mythes tombent au vu de la réalité de ce que l'on peut nommer la nouvelle ligne Maginot nucléaire. Il est évident que le chemin vers un monde sans armes nucléaires est long et tortueux.

Mais sans aucune naïveté il faut savoir regarder la réalité. La problématique de l'arme nucléaire prendra fin, soit par son utilisation et à ce moment là, nous serons tous au cœur d'un désordre mondial, dans un modèle de société inconnue ; soit car cette arme aura été éliminée et nous pourrons alors investir dans des causes dignes de sens.

Chacun.ne d'entre nous peut agir et notre Campagne ICAN en France est fière de compter de plus en plus d'associations membres, dont le Mouvement Utopia, et de membres individuels prêts à poursuivre ce changement en direction d'un monde sans armes nucléaires. Ensemble agissons.

Propos recueillis le 16/01/21 par Laurent, membre du groupe de travail Utopia sur « la Culture de la Paix ».

Dates clés :

La stratégie de notre campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, ICAN, a toujours été de se concentrer sur des mesures pragmatiques et concrètes pour aller de l'avant :

2010-2017 : processus dit de l'initiative humanitaire, avec trois grandes conférences sur les conséquences humanitaires catastrophiques des armes nucléaires.

7 Juillet 2017 : notre travail a poussé les États à l'ONU à adopter le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) ; ce qui a conduit à l'obtention du prix Nobel de la paix 2017 pour notre campagne ICAN.

24 octobre 2020 : nous sommes arrivés à faire ratifier le traité par 50 États !

22 janvier 2021 : le TIAN entre en vigueur, les armes nucléaires deviennent illégales. Nous allons mettre en œuvre cette loi internationale par le biais de nombreuses actions de plaidoyers politiques, d'interventions auprès des institutions financières et auprès de la jeunesse.

Lien infographie : "Comprendre le TIAN en 10 secondes":

<http://icanfrance.org/comprendre-le-tian-en-10-secondes/>

Pour nous suivre :

Site web : <http://icanfrance.org> - où vous pouvez nous inscrire sur notre newsletter.

Tweeter : @ICAN_France

Instagram : icanfrance

Appel des Maires : Documentation et lettre disponible à envoyer à votre maire sur notre site.

Témoignage : En route vers Utopia-Palestine !

Fin Janvier 2020 : à l'occasion d'un bureau du Mouvement Utopia, Yvette, utopienne et présidente de l'association Agir pour la Palestine, invitait Anwar Abu Eisheh, ancien ministre de la Culture de l'Autorité Palestinienne.

Ils se sont connus à Hébron en 2007 lors d'un des premiers voyages d'Yvette. C'est dans cette ville très conservatrice où il est conseiller municipal qu'Anwar a créé une association qui éduque au respect de l'environnement, à la non-violence, à l'égalité homme-femme, et vient en aide aux enfants et aux femmes défavorisés de la vieille ville d'Hébron. Cette association Hébron-France propose également des cours de français, et organise des échanges entre étudiants français et étudiants palestiniens.

De son côté, Agir pour la Palestine contribue à faire connaître la réalité de la vie des palestiniens en France et organise des projets orientés vers la culture comme un centre culturel dans le « village » de Beit Ummar en Cisjordanie.

D'autres utopiennes, Chantal et Patricia, ont aussi rencontré Anwar ou encore Moussa lors d'un voyage en 2019 et leur ont même offert un manifeste Utopia. Des premiers liens qui pourraient, pourquoi pas, se concrétiser un jour dans un partenariat.

Anwar est en ce moment en France et il est venu nous parler de la culture comme acte de résistance. Il est retenu ici depuis novembre 2019, l'État d'Israël lui refusant le retour dans son pays. Docteur et professeur de droit en Palestine, il est aussi militant pour la paix et selon lui, la libération de la Palestine doit nécessairement se faire avec le droit international. Là-bas il « dérange », entre autres parce qu'il organise chaque année depuis 2012, avec son université Al-Quds de Jérusalem et l'Institut international des Droits de l'Homme et de la Paix à Caen, le concours international de plaidoiries pour les droits de l'Homme de Jérusalem.

Il nous raconte aussi sa vie de militant, tellement différente de la nôtre et nous dit qu'un jour, l'un de ses amis, parce qu'il reconnaissait l'Etat d'Israël, était mort sous les balles d'un autre militant palestinien.

Parler de culture c'est donc parler de la culture de la paix où l'éducation a un rôle fondamental à jouer. Mais il ne faut pas se leurrer, car sans la justice, l'éducation ne peut pas tout régler. Comment éduquer un enfant à la paix lorsque celui-ci ayant un accès extrêmement restrictif à l'eau vit non loin d'autres enfants dans une maison avec une grosse piscine ?

Plus que tout, la grande difficulté est l'isolement car aujourd'hui la Palestine est devenue un immense « gruyère » grignoté par les colonies et le Mur de séparation. Anwar nous parle aussi de Gaza, tout petit territoire avec la population la plus dense au monde où l'eau est ultra polluée. Comme tout le monde tire de l'eau en même temps, l'eau de la mer remplace peu à peu la nappe phréatique. Et aujourd'hui ces lambeaux

de territoires sont tels qu'il semble difficile d'imaginer une solution à deux Etats.

Nous l'écoutons et nous posons des questions. Je me rends compte que je découvre une réalité qui m'échappe. Notre mouvement a les yeux tournés vers le monde. Intégré à l'OCU, l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle, notre ambition est de créer un nouvel espace politique mondial ancré dans la culture de la paix car nous sommes bien conscients que la paix est une construction. L'idée de créer un Utopia Palestine continue alors de germer. Et puis le confinement arrive.

Décembre 2020. Par l'entremise du pôle Monde d'Utopia, Yvette fait part de son indignation et de sa colère : l'armée israélienne vient de saccager un domaine agricole à Beit Ummar, où son association soutient un projet de cinéma dans un Centre culturel, avec l'aide d'une subvention du Conseil Départemental du Loiret.

Situé entre Hébron et Bethléem, Beit Ummar est proche du Mur de séparation et d'un check point ultra contrôlé par l'armée. Dans cet espace confiné, les paysans avaient mis en commun une partie de leurs parcelles pour créer une grande surface facilement irrigable ; des grands jardins collectifs de maraîchage avaient été créés, des arbres avaient été plantés et le matériel agricole était mutualisé. En plus d'avoir saccagé les terres et les cultures, l'armée israélienne a emporté le matériel agricole et écrasé les tuyaux d'irrigation, sans sommation préalable.

Ces actions de destructions sont malheureusement assez coutumières s'attaquant même, sans distinction, aux infrastructures financées par la communauté Européenne et destinées à donner un peu de dignité à un peuple sous occupation.

Que peut faire notre Mouvement ? Rédiger un communiqué pour faire connaître cette injustice ? Exiger des sanctions contre le gouvernement d'Israël qui ne respecte ni les résolutions de l'ONU, ni les traités internationaux notamment la IVe convention de Genève ?

En France ce sujet est brûlant et il impose le silence. Je me rends compte que moi aussi je me tais souvent et que je commence à me sentir un peu responsable de cette occupation pourtant contraire au droit international. Plutôt qu'un communiqué, et si on créait une association Utopia Palestine ? Construire des liens réels entre Utopia et la Palestine voudrait dire beaucoup de choses quant à notre désir de clamer haut et fort notre projet de construction de la paix. Ancré dans notre réseau Monde, et dans le cadre d'un espace politique mondial qu'on appelle de nos vœux et dans le strict respect du droit international. **C'est d'ailleurs là-bas, en Palestine, qu'Yvette a rencontré le plus grand nombre de militants pour la paix israéliens. Tissons des relations avec les palestiniens et les israéliens de la paix. Quel programme ! Allez, en route !**

Patricia N.

Praticiens, Hélène, Jean et Marcel expérimentent la dimension politique de l'école, lieu de l'apprentissage de l'agir ensemble. Ils développent ici leurs premières réflexions, prémisses d'un livre à paraître prochainement aux éditions utopia.

Compte tenu des résultats de l'école française aux enquêtes internationales, il est impensable que la société persiste dans son abandon. Certains économistes s'en inquiètent, considérant ces piteux résultats comme une bombe à retardement. Notre société va donc investir massivement dans l'éducation dans les années à venir. C'est une évidence. La question est de savoir quels seront les critères qui guideront ses choix. Ne nous y trompons pas, une revalorisation des salaires des enseignants, une augmentation du taux d'encadrement, une rénovation architecturale des locaux scolaires... ne suffiront pas à l'école à tenir sa promesse de réussite pour tous les élèves. Une énième réécriture des programmes non plus. Ces quatre dernières décennies nous ont montré que leurs redéfinitions fréquentes ne provoquaient pas les effets escomptés. Une montée en expertise des enseignants dans les champs didactique, pédagogique et psychologique, aussi nécessaire soit-elle, elle aussi, ne suffira pas à résoudre l'inefficacité de notre école. Tout enseignant s'est déjà fait cette remarque au sortir d'une conférence pédagogique. Les propositions de l'intervenant expert en littérature, en mathématique, en sciences... qui s'appuient sur une connaissance de sa discipline, des programmes et de la psychologie de l'enfant, sont très souvent pertinentes. Mais après l'exposé, pour la plupart des participants, la réaction est la même. Ils sont convaincus que c'est ce qu'il faut faire tout en réalisant qu'il est impossible de consacrer autant de temps pour chaque discipline à la tenue de séquences de la qualité présentée. La raison en est que l'intervenant a le plus souvent omis d'intégrer ses propositions au système que représente une classe. S'en suit alors chez les enseignants un sentiment de frustration ou une inertie. Pour parer à cela des chercheurs ou des praticiens le plus souvent soutenus par des éditeurs proposent des méthodes qui s'organisent sur une année voire sur tout un cycle. Le déroulé proposé des séquences est le plus souvent cohérent, et la mise à disposition des ressources permet d'alléger le travail de recherche de l'enseignant. Comment ne pas se laisser tenter dans ce cas, surtout en début de carrière, par ces propositions clés en mains ? Si ce choix est légitime il augmente **le risque de plus en plus prégnant de faire de l'enseignant non plus un chercheur-concepteur mais un simple exécutant**. La connaissance que nous avons acquise de notre expérience, de ce que nous savons aujourd'hui des conditions de l'émergence de la motivation chez l'enfant rend ce risque majeur. Aucune méthode, quelle qu'en soit la qualité, ne répondra à l'exigence de tenir compte du désir d'agir de l'enfant-élève et de ses processus singuliers. Nous l'affirmons, l'efficacité de l'école dépendra à la fois de la reconnaissance du **lien** entre elle et la société et de sa capacité à entretenir et développer la puissance d'agir de chacun de ses

élèves. Pour tenir cette double exigence elle doit reconsidérer son rapport aux connaissances et savoirs qu'elle est chargée de transmettre. Ce n'est donc pas leur contenu qui est à interroger mais plutôt leur nature. L'école ne tiendra sa promesse que si elle fait des connaissances et des savoirs vivants utiles et opérationnels dès l'instant où ils sont enseignés. Plus encore, elle doit chez l'élève en susciter le besoin. Sans cette vitalité, les connaissances apprises à l'école restent réservées à celles et ceux qui sont capables d'en différer l'effet. C'est-à-dire ceux dont la culture familiale est compatible avec celle de l'école. Ceux dont la perspective d'émancipation individuelle est envisageable parce qu'au sein de la famille « les lois naturelles » que Céline Alvarez a très bien décrites, sont respectées. **Le défi de notre société est de se doter d'une école qui permet à chaque individu de s'autoriser à croire à la perspective d'une émancipation individuelle quel que soit son milieu de vie**. L'école ne rompra avec la reproduction des déterminismes sociaux, qu'à cette condition. Elle honorera alors sa mission politique.

...Car l'école a une responsabilité politique

L'éducation en général et l'école en particulier ont une responsabilité quant à la capacité de nos sociétés à se résilier. Sans prétendre qu'elles peuvent à elles seules sauver notre planète, pérenniser notre démocratie et rétablir la justice sociale, nous pouvons affirmer que sans elles tout effort sera vain. Aussi peut-on inscrire la mue de l'école que nous appelons de nos vœux dans celle plus globale de la société. Et si cette mue tarde à venir, elle n'en reste pas moins nécessaire. Si nous reconnaissons que par son aspect systémique l'école est un tout, nous la considérons aussi comme la partie d'un autre tout, la société tout entière, qui n'a d'autre choix que de se transformer elle aussi, pour pouvoir faire face aux défis auxquels elle est confrontée au risque sinon de périr. En cela notre ambition pour l'école dépasse de très loin sa performance dans les évaluations internationales. Celle-ci en sera une conséquence. Mais de notre point de vue elle n'en est pas le but.

La politique est à nos yeux cet interstice qui existe nécessairement entre des individus hors de leur sphère privée. « *Si l'on entend par politique un domaine du monde dans lequel les hommes pénètrent tout d'abord en tant qu'acteurs et octroient aux affaires humaines une durabilité à venir qu'elles ne pourraient pas obtenir autrement, l'espoir n'a plus rien d'utopique.* »¹.

Il s'agit pour nous de faire de l'école ce lieu d'apprentissage du « vivre » ou plus exactement de « l'agir » ensemble en tenant compte de son cadre républicain. L'école que nous proposons, que nous expérimentons, assume ce lien. Nous sommes conscients qu'aux yeux de beaucoup cela peut sembler une banalité que de l'affirmer. Pourtant nous ne pouvons que reconnaître que ce lien est loin d'être entretenu par les principaux acteurs de l'Education Nationale. Rares sont les

enseignants à reconnaître et à assumer la dimension politique de l'école. Il est même presque tabou de l'évoquer. Très vite plane le doute sur celui qui l'assume explicitement. Cela va de soi que pour nous l'estrade ne peut pas être une tribune. C'est important de le rappeler. Mais ne nous y trompons pas, celles et ceux qui reprochent une vision utilitariste de l'école au service d'une idéologie sont les mêmes qui utilisent les découvertes récentes en neurosciences pour imposer des méthodes qui garantiraient selon eux la neutralité idéologique de l'acte éducatif. Si nous ne doutons pas de la pertinence de ces découvertes et par conséquent de leur utilité, nous affirmons que **réduire l'acte éducatif à l'exécution de techniques dictées par la science porte en soi une dimension idéologique forte**. Elle révèle une conception scientiste qui, si elle permet de répondre de mieux en mieux au « comment apprend-on ? », ne renseigne pas sur le « pourquoi ? » ni sur le « pour quoi ? ».

Nous discernons trois aptitudes essentielles que l'école peut se charger de développer et qui de notre point de vue, si elles ne sont pas suffisantes, sont néanmoins nécessaires au dépassement des défis écologique, socio-économiques et démocratiques auxquels notre société est confrontée. Elles sont la coopération, la réflexivité et la création. Associées entre elles, ces aptitudes lient nos destins individuels et collectifs. Elles révèlent chez l'individu le lien indissociable entre son émancipation individuelle et l'émancipation collective. Nombre d'individus jouissent déjà de leur efficacité. Mais sans doute que leur minorité explique la sclérose de notre société. Il s'agit donc de décrire cette école publique qui permettra d'en démocratiser la jouissance.

Notre proposition se situe là. L'école doit opérer sa mue afin de ne pas déconnecter les savoirs de l'expérience sensible qui est la principale source de notre désir d'apprendre.

Imaginons un instant que l'on ait confié à l'école d'aujourd'hui le soin de faire apprendre la pratique du vélo, il est fort probable qu'avant de laisser l'enfant-élève monter dessus pour goûter aux sensations qu'elle procure, l'institution scolaire aurait veillé à ce qu'il maîtrise toute une série de compétences et de connaissances qui auraient pu se décliner ainsi :

L'enfant reconnaît les caractéristiques d'un vélo :

Il sait nommer chaque partie du vélo.

Il connaît le code de la route.

Il sait marcher à côté de son vélo en le tenant par le guidon.

Il sait régler la selle à bonne hauteur.

Il sait monter seul sur la selle.

Il sait descendre une pente légère en gardant l'équilibre durant 5m.

Il sait descendre une pente légère en gardant l'équilibre durant 10m.

Etc.

Serait ensuite élaborée toute une série de tests ou brevets qui permettraient à l'apprenti cycliste de valider ou pas les compétences une à une. S'en suivrait une querelle de didacticiens pour savoir si, alors qu'il a acquis telle connaissance et pas une autre, on lui valide tout de même la compétence. Et pour finir on réserverait un

¹Hannah Arendt « *Qu'est-ce que la politique ?* » texte établi par Ursula Ludz - ed. du Seuil

temps solennel pour remettre à l'apprenti son brevet de cycliste.

Pendant ce temps-là l'enfant, et non plus l'élève, qui n'a qu'une envie, celle de monter sur un vélo pour pouvoir faire comme le copain, d'élargir son territoire d'exploration, de ressentir la vitesse... attendrait. Parfois il s'impatienterait au point de tout envoyer bouler et dire aux grands qui sont pourtant persuadés de faire pour son bien : « Moi ce que je veux, c'est faire du vélo ! ». Caricature ? Pas si sûr. En tous cas si tel est le cas elle nous permet de faire comprendre l'une des principales critiques que nous formulons à l'encontre de l'école d'aujourd'hui. Elle a bureaucratisé toute une série d'apprentissages. Elle a dénaturé des savoirs disciplinaires en encombrant le chemin qui mène à leur maîtrise par toute une série de connaissances qui, aussi nécessaires soient-elles pour l'autonomie, sont précocement imposées. Elle a inversé la démarche des apprentissages.

...Car la vie est au sein d'une graine

Avec ses particularités, ses similitudes, dans toute sa diversité, partout la vie se manifeste.

« La vie est »¹... au sein de cette graine animée d'une force interne qui la pousse à grandir lorsqu'elle est dans un environnement favorable et qui peut quand ce n'est pas le cas développer une puissance à fendre un revêtement macadamisé. L'enfant dès sa naissance, comme tout être vivant est animé par cette puissance. Et celle-ci se développe ou s'atrophie selon le milieu dans lequel il vit.

Des philosophes, des pédagogues, des psychanalystes, des psychologues et aujourd'hui des neuroscientifiques ont caractérisé chacun à leur manière cette puissance qui anime tout être vivant. Quel que soit leur champ d'investigation, tous s'accordent pour reconnaître que cette vie a les ressources internes qui la poussent à s'élever en puissance. Ainsi le neurologue Antonio Damasio définit en termes biologiques ce que le philosophe Spinoza appelait *le conatus* : « C'est l'agrégat de dispositions contenues dans les circuits cérébraux qui, dès lors qu'elles sont enclenchées par des conditions internes ou environnementales, recherchent à la fois la survie et le bien-être. »¹

Nier cet état de fait, ce serait au mieux asservir cette vie, au pire ce serait tout simplement l'empêcher d'être.

Si la vie et ses événements sont au cœur de notre pratique c'est parce que nous voulons qu'entre l'enfant et l'élève, la cloison soit la moins étanche possible. Et si nous le voulons c'est parce que nous avons observé que l'enfant s'engage dans l'acquisition d'une connaissance lorsqu'il a mesuré que celle-ci allait lui permettre de résoudre un problème que lui se pose et non pas qu'on lui pose. Nous observons que la curiosité de l'enfant a toujours un but. Ce but n'est autre que le désir d'éprouver sa puissance. Plutôt que de tenter de le contenir, l'école serait bien avisée de s'en saisir pour entretenir l'envie d'apprendre chez ceux pour qui elle est faite.

² Célestin Freinet, Essai de psychologie sensible, Editions Delachaux et Niestlé, 1968, p.14

³ Antonio Damasio, Spinoza avait raison. Joie et tristesse, le cerveau des émotions, Odile Jacob, 2003, p.41

Lorsque l'école se met au service de la vie, elle s'institue comme l'espace de ressources où l'élève trouvera ce dont il a besoin pour éprouver et élever sa puissance. Elle devient son alliée.

Cela ne signifie pas pour autant qu'elle doive tenir compte de tous les désirs. Ce serait impossible et ça ne serait pas souhaitable. Certains de ces désirs sont vite perçus par l'éducateur comme contre productifs à cette élévation de puissance. L'enfant parfois se leurre et ce pour de multiples raisons. Notre société de consommation par exemple lui offre un nombre considérable de raisons de se fourvoyer. Face à cela plutôt que de s'en émouvoir ou de condamner le désir, il est de notre responsabilité de l'éduquer. **Cette éducation du désir n'est pas une posture morale. Elle est vitale. Elle est la garante du développement de la puissance créatrice de l'enfant avec le désordre qui va avec.** Or on a octroyé à l'école dès son origine la fonction de garantir l'ordre. Qu'il soit religieux ou républicain, l'ordre que l'école s'est employée à maintenir a pour fonction d'assurer la reproduction d'individus qui garantiront la pérennité du système. L'école assure en cela sa fonction conservatrice. Et il le faut...mais en partie seulement. Car réduite à cela, l'école néglige un aspect fondamental de notre « humanité » en particulier et de la vie en général. Certes l'humain ne peut se développer dans un milieu exempt d'ordre. Mais il ne peut pas plus le faire dans un milieu exempt de désordre. Ce serait nier notre besoin de développer et d'entretenir notre puissance créatrice.

Le grand malentendu vient sans doute de là. Car par définition les puissances créatrices apportent du nouveau. Elles sont de fait forcément génératrices de désordre. L'école les a donc toujours considérées comme antinomiques à sa fonction. Plutôt que de les développer elle ne pouvait que les brider. Il s'agit aujourd'hui de lever cette ambiguïté. La vie sans désordre n'est plus la vie. Elle se rabougrit, s'atrophie jusqu'à disparaître. La vie est ordre et désordre. Or si l'école reconnaît cette complexité de la vie, alors tout son logiciel actuel est bel est bien caduque. L'école doit se métamorphoser pour assurer sa fonction conservatrice tout en favorisant le développement des puissances créatrices des petits d'hommes. L'enjeu est de taille. C'est uniquement à cette condition qu'elle prendra efficacement sa part dans le relèvement des défis majeurs auxquels nous sommes confrontés.

Respecter, cultiver et éduquer le désir de l'élève, c'est se confronter avec lui à la complexité de la vie pour l'apprivoiser plutôt que de la découper pour avoir l'illusion de la dominer.

La classe n'est plus alors le barrage qui va réguler le débit de vie mais plutôt l'embarcation qui va permettre de naviguer sur son torrent. Après avoir partagé notre réflexion sur le "pourquoi" de l'impérieuse nécessité de changer l'école, il s'agirait maintenant d'exposer en détail son fonctionnement. Nous nous sommes attelés à cette tâche. Mais un article ne suffira pas à en rendre compte :-)

A suivre donc ...

**Hélène Lonza
Marcel Thorel
Jean Lesage**

Témoignage municipalisme : Utopia acteur d'orientation des politiques

Le cas de Lyon

Nous avons depuis fin juin 2020 de nouveaux exécutifs pour les villes de Lyon, de Villeurbanne et la Métropole de Lyon. Une majorité issue des Verts. En créant le groupe local du *Pacte pour la Transition* dont Utopia est co-fondateur au niveau national, nous avons rencontré chacune des listes candidates et fait signer (ou pas!) à chacune une fiche d'engagements issue des 32 mesures du Pacte. À présent que le nouvel exécutif est en place, notre travail est de suivre avec attention le respect de ces engagements et de l'orienter autant qu'il est possible. Pour cela, nous avons recours à différents moyens :

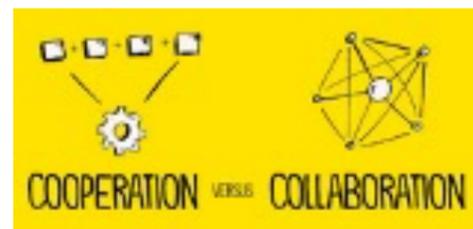
- entretenir des contacts avec les élus par des rencontres et échanges réguliers,
- élaborer un tableau de suivi des avancées et communiquer sur celles-ci au fil de l'eau,
- suivre les votes des délibérations aux différents Conseils,
- vérifier si leurs applications concrètes sont bien exécutées et intervenir au besoin.

Mais ce n'est pas suffisant

L'engagement d'Utopia est d'agir comme un trait d'union entre les acteurs et actrices de la société civile et institutionnelle, du monde intellectuel et culturel ainsi que des citoyens-ennes. Nous avons donc ajouté à ce suivi des élus, des propositions d'études, d'incitations, d'aides à la réflexion, à la mise en place et à la participation citoyenne, sur les sujets qui concernent nos 7 thèmes de réflexion, de travail et d'action pour lesquels nous sommes légitimes :

- la protection de la nature et du vivant,
- l'accès universel aux droits fondamentaux,
- la souveraineté alimentaire,
- les migrations, vers la liberté de circulation et d'installation,
- le féminisme,
- les nouveaux espaces de démocratie,
- l'économie de l'émancipation.

Pour cela, nous faisons appel en termes d'expertise, à nos forces vives, certes, mais aussi à celles des spécialistes des mouvements amis (tous ceux qui sont en phase avec nos engagements et que nous retrouvons dans les partenaires du Pacte pour la Transition)



Collaboration ou coopération?

Pour revenir à nos interventions auprès des élus à Lyon, nous sommes maintenant un des interlocuteurs de la société civile dit "qualifié" pour co-construire avec eux leurs grandes orientations. Quelques exemples :

- Une commission extra-municipale du temps long est à l'étude : celle-ci inclue bien sûr les habitants comme base de la démocratie.
 - Participation à la rédaction de certaines délibérations avant leur vote.
- Pour assumer notre neutralité, nous communiquons aussi bien sur les avancées que sur les retards pris dans la mise en place de certains engagements.

Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de soutenir indéfectiblement les élus actuels dans leurs décisions. Ce n'est donc pas un travail de collaboration entre eux et nous. Notre indépendance a-partisane en est le garant. En revanche, si notre rôle est d'accompagner pour veiller, informer, orienter et inciter, il s'agit bien de coopération : progresser en conservant chacun notre liberté de pensée et d'action.

Geneviève - Utopia Rhône

Burkina : Utopiens de Paris à Ouagadougou

« *Quand le péril est commun, la lutte devient commune.* »

C'est en revenant de la France en 2018 que Moudjibah Daouda-Koudjo a ramené dans ses valises à Ouagadougou, quelques publications d'Utopia ; des écrits qui tranchent avec tout ce qu'on avait pu lire jusque-là, sur la nécessité de changer nos modes de vies afin de garantir une survie à notre humanité.

Enivré par la qualité et la quantité d'informations dont regorgeaient les ouvrages d'Utopia, une seule question a, dès cet instant, déposé ses valises dans nos cerveaux : « *Pourquoi c'est à eux seuls (les Utopiens) que reviendrait le combat pour la survie de notre humanité ?* » De là, nous nous sommes dit que tout ce qu'Utopia France entreprend n'aura de sens que si une chaîne humaine est créée pour porter et défendre l'idéologie partout là où se trouvera sur cette terre, chacun de ses maillons.

Nous sommes tout aussi concernés par les questions existentielles que par les réflexions posées par Utopia. Le désir de participer au processus de transformation de nos sociétés était si ardent qu'il nous fallait agir dans le même sens. Le monde est un gros village qui n'a pas attendu les NTIC pour être en réseau, et les frontières ne sont qu'une vue de l'esprit puisqu'aucune frontière ne protège rien ni personne face aux catastrophes sanitaires et environnementales.

Comment rester silencieux face à notre humanité en péril ?



Déjà au Burkina Faso, et ce depuis plusieurs années, nous avons décidé de faire autrement, de briser le mur du silence pour libérer notre créativité dans le domaine de l'éducation par l'information.

Nous pensons que les indifférents sont aussi coupables que les acteurs du mal.

C'est ainsi qu'avec le soutien de Chantal Richard et Franck Pupunat, nous avons entrepris de créer le Mouvement Utopia Burkina (MUB) dont le récépissé de création en tant qu'association est toujours en cours. La présidence du Mouvement est portée par Moudjibath DAOUDA-KOUDJO secondé par Lionel BILGO en tant que vice-président.

Nous avons choisi dans notre plan d'action d'impacter les mentalités surtout celles des jeunes sur qui repose la pérennité de nos actions. Convaincus que l'ignorance est parfois une des causes de l'indifférence ou de l'inaction dans notre société, nous allons à travers des rencontres, d'échanges, des tables-rondes et des conférences, informer les élèves et les étudiants sur les "vraies réalités" de notre monde.

Une étape qui permettra de les mobiliser, pour commencer, sur des projets plus concrets orientés sur la sauvegarde de notre environnement, la préservation de la nature, etc.

Informer et sensibiliser pour agir !

Notre première série d'actions publiques est une campagne de sensibilisation grand public sur le phénomène de la corruption dans les domaines de la culture, de l'éducation et de l'administration publique. Un fléau qui met en danger notre futur, torpille notre foi et notre créativité, gangrène nos économies, creuse les inégalités et facilite le pillage des deniers public au détriment des populations vulnérables de plus en plus fragilisées :

Notre objectif est triple : Informer-Enseigner-Agir. Sensibiliser par l'information – Enseigner par l'exemple – Agir ensemble.

Informer car le savoir sur le désastre causé par le système libéro-mondial actuel suscite l'indignation et réveille le désir de prendre part à la lutte. **Enseigner** car la lutte qui s'annonce âpre s'organise et se prépare dans l'unité et l'harmonie. **Agir** dans le bon sens, sans perdre espoir et sans jamais abandonner.

Dans ce MUB où nous sommes pour le moment à peine cinq utopiques officiels, nous sommes heureux de voir que les questions que nous nous posons ici sont les mêmes que vous vous posez là-bas. Comment en aurait-il été autrement ? Ne sommes-nous pas tous habitants de cette même planète ? Et n'est-ce pas le même soleil et la même lune qui éclairent nos jours et nos nuits ?

Lionel BILGO - Vice-président Utopia Burkina

Projet de création : Utopia - Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire en quelques mots...

La population ivoirienne, comme dans la quasi-totalité des pays africains, connaît une croissance rapide. Au cours des derniers recensements effectués en 1975, 1988 et 1998, elle s'élève à 7, 11 puis 15 millions d'habitants. En 2017, elle est estimée à 24 millions.

Cette population est constituée de 51,6 % d'hommes et de 48,4 % de femmes. Le taux d'accroissement démographique était de 2,6 % en 2014 selon l'Institut National de Statistique. Cet accroissement rapide est en partie imputable à l'im-migration continue de populations étrangères venus en partie des pays limitrophes comme le Mali et le Burkina Faso.

En 2005, l'on dénombre 6 519 écoles primaires dont 86,8 % sont publiques, avec 38 116 enseignants et 1 661 901 élèves ; 55 % de la population de 6 à 17 ans est scolarisée et 61 % des filles de ce groupe d'âge sont en dehors de l'école. Le faible taux de scolarisation des filles a conduit l'État à développer, dans les années 1990, une politique spécifique pour la scolarisation de la jeune fille.

En mars 1993, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, la banque africaine de développement met en place un projet dit « *Projet BAD éducation IV* » pour améliorer la qualité de l'enseignement, accroître le taux de scolarisation en général et celui des filles en particulier.

Pourquoi créer UTOPIA – Côte d'Ivoire ?

J'adhère aux idées du mouvement UTOPIA et je pense que c'est une nécessité en Afrique, plus précisément en Côte d'Ivoire, de réfléchir sur des thématiques retenues par les membres fondateurs de UTOPIA-CDI concordant avec celles défendues par le mouvement UTOPIA :

Les droits et besoins fondamentaux :

Droit au savoir, droit à la dignité, égalité homme-femme.

La démocratie et la souveraineté alimentaire :

Liberté d'expression, lutte contre la famine, laïcité.

Le féminisme en Côte d'Ivoire :

Droit à l'avortement, sensibilisation sur les moyens de contraception, lutte contre l'excision et contre le mariage forcé, scolarisation des femmes, parité.

L'économie de l'émancipation :

L'instauration d'un revenu minimum pour les adultes, l'équité dans le partage des richesses, financement des collectivités territoriales.

Les migrations, vers la liberté de circulation et d'installation :

Favoriser une politique de développement économique et social qui permette à chacun.e de mener une vie digne au pays et freiner ainsi la fuite des talents et les catastrophes migratoires, mise en place d'accord bilatéraux pour faciliter l'obtention des visas.

La planète en commun :

Lutte contre le réchauffement climatique, instauration de mesures restrictives sur les voitures de plus de 10 ans.

Initier la tenue d'une COP en Côte d'Ivoire.

La création d'UTOPIA-Côte d'Ivoire sous forme de partenariat avec le Mouvement Utopia doit avoir lieu à l'aune de janvier 2022 ; les activités prévues sont diverses, elles débiteront par des conférences locales avec des étudiant.e.s.

Dès sa création UTOPIA Côte d'Ivoire invitera tous ses membres pour une université d'été qui aura lieu en mars 2022, à l'université FELIX HOUPHOUET BOIGNY DE COCODY, avec le soutien et la participation d'UTOPIA Monde.

Nous n'avons pas encore de financement mais nous comptons trouver des partenaires.

Analyse objective de ce projet de création :

Ses Forces

L'expérience du Mouvement Utopia et des Utopia-Monde, L'association UTOPIA-Côte d'Ivoire, implantée sur place, va créer un partenariat, Politique de l'état pour faciliter l'obtention de visas, pour le climat, le féminisme...

Ses Faiblesses

Manque de moyen financier de l'état ivoirien, Manque de disponibilité des membres fondateurs d'UTOPIA-Côte d'Ivoire (autres activités), Faible niveau d'alphabétisation du pays. Association débutante dans ce domaine

Ses Opportunités

Projet innovant, Processus d'intégration aux outils de l'UNESCO, des COP, du MINISTERE, Extension d'Utopia-Monde, **Ses Risques** Désintérêt des politiques, Population plus préoccupée par sa survie, Pas de culture du bénévolat.

En conclusion, on constate que la création d'UTOPIA-Côte d'Ivoire a beaucoup d'atouts et peu d'inconvénients, au final nous pouvons faire de sorte que ce projet ne soit pas entravé par les risques déjà identifiés. Nous nous sentons capables de surmonter ces risques en transformant nos faiblesses en forces et de saisir ainsi les opportunités qui se présentent.

Bakayoko Amadou

Utopia Monde québécois ?

En écho aux réflexions nationales, des groupes Utopia se sont constitués dans différents pays pour former Utopia Monde : Burkina Faso, Haïti, Madagascar, Mauritanie, République Démocratique du Congo, Roumanie et Tunisie.

Chaque pays travaille sur des thématiques qui lui sont propres : souveraineté alimentaire, accès à l'éducation, démocratie, respect et préservation du vivant, etc...

Cette ouverture sur le monde est un enrichissement pour le mouvement !

Premières douceurs...

Une certaine douceur venait de se mettre en place, et il semblait bien qu'il était un peu tôt pour cela. Cette année encore, l'hiver n'avait fait que passer. Au cœur de la cité, il y avait bien eu quelques rafales un peu glacées, pour la forme, qui, épisodiquement, s'étaient engouffrées dans les ruelles étroites ou avaient balayé rapidement de grandes places vides.

Mais désormais, on ne savait plus vraiment ce que pouvait ressentir une main nue se posant sur le métal d'une grille, au lendemain d'une nuit où il avait gelé à pierre fendre. On ne se rappelait que vaguement les agencements merveilleux des cristaux de glace s'inscrivant sur les vitres des maisons frigorifiées. On ne pouvait plus voir fondre au creux de notre paume, alors retombée en enfance, la poudreuse tombée dans la nuit.

Car il fallait en remonter du temps pour y retrouver quelques bourrasques de neige dans cette grande ville qui d'ailleurs se mettait à s'affoler quand il neigeait. Car alors tout se bloquait : les gens glissaient, les voitures patinaient, les caténaires des tramways givraient. Tout se bloquait comme si on avait voulu punir ces citoyens du monde qui ne savaient plus vraiment ce que nature voulait dire.

Mais était-ce vraiment cela ?

N'était-ce pas plutôt afin d'ancrer dans nos mémoires ces moments rares et encore un peu empreints de merveilleux. Les enfants tendaient les mains et la langue vers les flocons en chute lente ; courraient en tous sens pour former avant les autres boules et bonshommes de neige, sous le regard parfois un peu attristé de certains adultes regrettant qu'ils détruisent trop rapidement l'harmonie blanche qui s'évertuait à tout recouvrir.

N'était-ce pas pour faire durer le sentiment qui s'effaçait, des saisons qui passent, des vêtements qui protègent, des bols qui fument ?

Nous n'étions encore que fin janvier, et il n'avait donc pas neigé en ce début d'hiver, comme l'année dernière, et celle d'avant encore. Le mercure ne descendait pas et cette douceur était désormais lourde de menace. Les dépressions restaient bloquées à l'ouest, apportant leur lot de vents violents, de pluies drues et de tempêtes ravageuses d'arbres affaiblis par les sols détrempés, de dunes fragilisées et de digues pas prévues pour cela, emportant ainsi quelques maisons et quelques humains au passage.

Le froid sec n'était pas là. Il n'était plus là pour rougir les joues, durcir la terre, assainir les sols et empêcher la multiplication excessive des larves au printemps. Il n'y aura donc pas de pause, d'instant où les espaces et les gens se figent, se resserrent ou s'isolent selon la nature de chacun et où, un peu plus tard, même si parfois cela peut sembler un peu long, la surface de l'étang frémit à nouveau, l'herbe se redresse, les animaux, humains ou non, repassent une tête au dehors avec à nouveau l'émotion d'être témoin de la boucle du temps.

Et demain, on le sent, et en fait on le sait, la chaleur viendra, par vagues, puissantes, blanches d'un soleil sans couleur. Au sol, l'air tremblera, s'élèvera vers un ciel sec, plombé, un dôme qui se sera refermé sur nous. Une menace. Jusqu'à la nuit.

La nuit qui progressivement s'allume, clignote, scintille. Ça a l'air loin, très loin, au-delà, impensable en fait. Froid, proche du zéro absolu dit-on, mais chaud aussi comme mille soleils. Et par sa seule présence, alternative à un jour épuisant, la nuit se pose en protectrice, me rafraîchit, moi l'infiniment petit, créature d'un dieu imaginaire, perdu dans l'infiniment grand. Mes yeux se fatiguent à fouiller ses profondeurs. Ils se ferment. Je vais me reposer un peu jusqu'à demain. Profitons de l'instant. La chaleur m'attend.

Laurent Caesar

Le Pélican

Au premier contact, on s'interrogeait. Et puis, on pouvait vaguement deviner que, à un moment donné, on avait dû avoir affaire à un pélican. Un bec, du moins ce qu'il en restait, mais quand même, un bec, pointu, très long, une sorte de poche, en lambeaux, qui y était encore accrochée, déchiquetée. Même avec ces quelques pauvres indices, on le reconnaissait.

Il y avait comme ça quelques animaux, un peu extraordinaires - même si maintenant, on commençait à réaliser que chaque animal avait en lui quelque chose d'extraordinaire - qui sortaient donc du lot et qui étaient devenus représentatifs, symboliques de l'exceptionnelle imagination du monde animal.

Dans les livres d'enfants, dans les parcs, dans les zoos, vidés et délabrés désormais, figuraient presque toujours l'éléphant d'Afrique, ses formidables défenses, sa trompe et ses grandes oreilles que l'on imaginait facilement claquant dans le vent. La girafe allongeant son cou pour aller saisir quelques feuilles d'acacia. La baleine, rainurée, immense, flottant entre deux eaux, jaillissant, replongeant. Et le rhinocéros, l'hippopotame, aujourd'hui disparus. La frégate superbe, au goître écarlate et au vol tendu, rapide, acrobatique.

Et le pélican à la poche empoisonnée, souvent montré fidèlement posté sur les quais, amusant les touristes en attendant les bateaux et la marée.

Mais il n'amuse plus personne celui-là. Des plumes, un semblant de pattes palmées, une forme d'oiseau fondue dans une mélasse de sable et d'algues. Quelques galettes de fuel aussi peut-être. La tête prise dans un sac transparent, les yeux saillants, exorbités, dans une sorte de cri, aigu, désespéré. Des billes de plastique dans l'estomac, sans doute.

La plage était jonchée d'oiseaux échoués, décomposés, couchés sur les algues vertes. Les mouches passaient, en colonies, sans fin. Elles se relayaient sans doute, se posant de charogne en charogne, aspirant, suçant la pourriture des déchets des hommes. Un peu plus loin, il y avait une masse, énorme, enveloppée d'un nuage vrombissant de façon assourdissante. On distinguait un sabot et, en laissant glisser son regard un peu plus loin, en faisant le point, des naseaux, la blancheur d'un à-plat osseux. Odeur d'œuf pourri, sulfure d'hydrogène, volutes mortelles. Ne pas (en) rester là.

Laurent Caesar

Mon covid

Le pharmacien vous demande de l'attendre dehors et revient avec votre résultat de test pour vous dire qu'il est positif. Il vous remet trente masques chinois, reconnaissables à leurs sinogrammes, et vous invite à faire un test PCR au labo le plus proche. « *Et restez chez vous !* » est sa dernière consigne. Déjà il s'éloigne, autour de vous on s'écarte, le danger se voit-il ?

Voilà, c'est fait, vous voilà membre des pestiférés des temps modernes, à l'isolement le temps que le virus passe, se lasse de secouer votre corps. Car il va se lasser, on le sait, le verdict n'est pas un arrêt de mort. Alors on se cloître sans trop y penser, la fièvre est là pour enlever tout désir de fuite. On se couche, puis on se lève à contrecœur avec des envies de jeûne, on se soigne comme on veut aux huiles essentielles, au miel, au citron chaud.

On pense aux malades qui n'ont pas le confort d'un domicile ou le soutien d'une présence, à cette pandémie, cette zoonose que l'on savait certaine tant les conditions étaient réunies pour qu'un jour elle arrive. Et l'on songe à celles à venir, bien plus puissantes, bien plus mortelles, libérées par la fonte du permafrost, démultipliées par le dérèglement climatique, à toutes ces maladies en stand-by dans ces lieux d'épouvante de l'élevage hors sol, dans lesquels on entasse pour bientôt les tuer, ces vivants que l'on éloigne de nos vues tant leur misère est insupportable, à ces néonicotinoïdes de retour au prétexte qu'une récolte de betterave aurait été mauvaise, et qu'importe les insectes, les champs silencieux, pourvu que tout continue comme avant.

Car qu'en est-il des temps rêvés en ce printemps 2020 et qui devaient s'ouvrir sur un été qui chante ? L'hiver pourtant nous avait fait voir les montagnes s'iriser dans le désert de leurs pentes sur lesquelles les pylônes devenues silencieux des remontées « mécaniques » étaient autant de ruines d'un loisir technologique dont on pouvait entrevoir, tout en le souhaitant, l'arrêt définitif. Sur la neige on s'arrêtait pour tenter de lire les signatures laissées par tous ces invisibles enfin libres par notre absence. Là un renard, ici un lapin, plus loin un oiseau sauteur, lequel ? Le premier confinement nous les avaient fait voir comme jamais auparavant. Tant de chevreuils nous avaient approchés, tant de silence en ces routes désertes redevenues de simples sillons inertes butant sur l'horizon. Immense alors était le ciel et si libres ses oiseaux. En ces moments j'ai vu le monde comme je le rêvais.

J'ai senti ce que bonheur veut dire, comme un souffle qui dans la nuit vous caresse, comme un avant porteur d'un tout autre toujours.

Pierre

Ils sont fous ces humains !

« L'hypothèse de cet exode vers les exos planètes, mondes telluriques qui pourraient un jour nous accueillir, nous ramène à une réalité essentielle de notre espèce. En quittant la terre, il deviendrait évident que nous sommes humains avant d'être terriens. C'est là un rappel essentiel car l'idéologie précautionniste (sic !), en nous proposant un rapport empreint de sentimentalité à la planète qui a vu notre naissance, à tendance à rendre indissociable notre destin du sien ». Cette confusion « crée un amalgame entre notre identité de terrien et d'humain. Elle nous contraint à penser que le problème fondamental est de ne surtout pas risquer de détruire l'espace qui nous permet de vivre. Être hypnotisé par cette possibilité, c'est, sous prétexte de précautions inconséquentes (re-sic !), renoncer à coup sûr à préserver l'héritage humain. En évitant l'indésirable, on s'abandonne au pire ».

Gérald Bronner, un humain fou, adepte de la ruine de la Terre et défenseur avec Elon Musk de la « conquête » de l'espace.

Nous lui souhaitons un bon voyage... si possible sans retour !

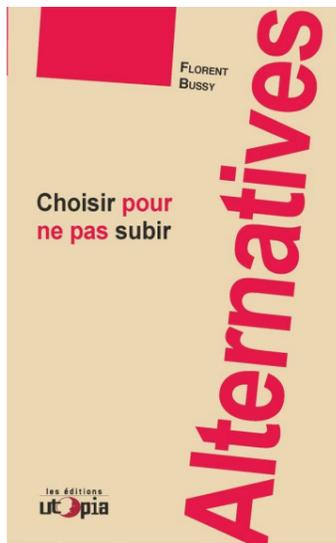
Lire en réponse, le livre de Sylvia Ekström et Javier G. Nombela : *Nous ne vivrons pas sur Mars ni ailleurs*, Favre, 224p 19,50€

(extraits et livres cités par Stéphane Foucart, *Le Monde* du 25/02/21)

Trois questions à deux de nos auteurs...

FLORENT BUSSY

« Alternatives – Choisir pour ne pas subir »
160 pages, 8€



Dans votre livre, vous proposez de "choisir pour ne pas subir", pour reprendre son sous-titre, mais cela relève-t-il toujours de décisions individuelles?

Il y a des choix individuels et courageux, qui peuvent servir de modèles et qui donnent du sens à l'existence de celui qui les fait. Mais les choix individuels restent essentiellement de l'ordre de la conviction personnelle et s'apparentent un peu à ce qu'on aurait appelé, dans un cadre religieux, la recherche du salut de l'âme. Les choix individuels ne suffisent pas : le propos du livre est d'abord de nature politique. C'est le sens de la démocratie d'être une organisation de la société fondée sur la rencontre, le débat, les divergences, mais aussi la réflexion commune, la délibération. La démocratie du spectacle qui domine notre vie politique nous en a fait perdre la signification et la majorité d'entre nous est résignée du fait de la domination médiatique du modèle néolibéral, qui discrédite les valeurs collectives de solidarité, de communauté, au profit du seul individualisme consumériste. Le livre s'inscrit dans une logique de combat : contribuer à redonner du poil de la bête aux actions collectives.

Le rejet des sociétés néolibérales et libre-échangistes est également prôné par les nationalistes autoritaires. En quoi vos propositions, vous en recensez 14, sont-elles opposées aux leurs?

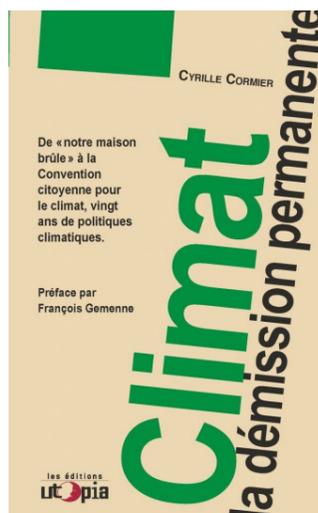
L'extrême-droite semble croiser, dans ses programmes, de nombreuses propositions que les mouvements de gauche antilibéraux portent. Ce n'est qu'une apparence. Les logiques nationalistes récuse l'égalité, que nous mettons au contraire au centre, elles sont anti-humanistes, elles sont fondées sur des hiérarchies prétendument "naturelles". Dans ses votes, l'extrême-droite ne défend aucune mesure de protection sociale et s'oppose à tout ce qui pourrait contrecarrer la concentration des richesses. Il ne suffit pas de s'opposer à l'Europe à cor et à cri pour des raisons nationalistes pour rompre avec le néolibéralisme, quand le projet qu'on défend sur le plan national reste globalement néo-libéral. Les propositions défendues dans le livre sont fondées sur un constat : notre monde s'enfonce dans les crises parce qu'il est dominé par un modèle économique, politique et social, fondé sur l'exploitation des ressources naturelles et des hommes, sur le creusement des inégalités et la constitution d'une oligarchie transnationale, sur la concurrence et le dumping social et environnemental. Il convient d'abord de faire ce constat et de reprendre chaque problème à sa racine, pour voir ce qui doit être modifié en profondeur dans nos civilisations. C'est le sens du livre, qui met en évidence les causes politiques, historiques, philosophiques, mais aussi psychiques des impasses dans lesquelles nous nous trouvons. Et qui propose d'en sortir en montrant les alternatives profondes qu'on peut leur opposer.

Vous dites que ces propositions, pour beaucoup anti consuméristes, peuvent être enthousias-mantes, ne craignez vous pas d'être traité de "bisounours"?

Depuis les années 1980, le néolibéralisme a réussi à s'imposer partout, dans les décisions politiques, dans les médias et finalement dans les esprits. 2008 aura apparemment conduit à son discrédit, de même que la crise sanitaire du Covid que nous traversons. Mais cela ne suffit pas actuellement à lui opposer un récit puissant et capable de renverser la table. Toutes les oppositions sont essentiellement défensives et aucune organisation politique ni mobilisation sociale ne possède la force des grands mouvements sociaux qui, au XIXe siècle et au XXe siècle, ont réussi à limiter l'emprise du capitalisme et à imposer des compromis. Faut-il s'y résigner ? Et toute critique du néolibéralisme et du consumérisme doit-elle apparaître comme naïve ? Je ne le crois pas, je pense même au contraire que, face aux effondrements qui nous menacent, en appeler à la raison, mettre en valeur le désirable, répondre aux sourdes inquiétudes qui peu à peu dominent les esprits de nos contemporains, est tout à fait pertinent. L'accélération de nos sociétés donne le tournis, la métropolisation, le gaspillage effréné de nos consommations n'apparaissent plus comme des synonymes de modernité et de mieux-vivre. C'est pourquoi aujourd'hui évaluer les sources des crises qui nous dominent est plutôt à la hauteur des enjeux. C'est une exigence d'intelligence, une exigence morale et une exigence démocratique.

CYRILLE CORMIER

« Climat la démission permanente »
272 pages, 8€



Penses-tu que la condamnation de l'État français pour inaction climatique dans le cadre de l'Affaire du siècle va entraîner des changements profonds dans les politiques de l'État?

Cette décision de justice représente un camouflet politique majeur pour Emmanuel Macron. Il est désormais notoire que l'action climatique de l'État français est insuffisante et que le discours volontariste et cocardier du chef de l'État n'est en réalité qu'un récit politique trompeur.

Indéniablement, cette sanction gêne les prétentions internationales d'Emmanuel Macron. Comment pourra-t-il désormais exiger l'exemplarité des autres du G7 en matière de politique climatique, comme il l'a souvent fait, quand la justice de son propre pays lui reproche justement son inaction climatique ? Pour devenir crédible, le chef de l'État français devra revoir une large partie de sa feuille de route climatique : aligner le budget, la fiscalité et les investissements publics sur une trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre 5 à 7 fois plus rapide qu'actuellement.

Il n'est pas d'ailleurs impossible qu'il y soit finalement contraint. Le Tribunal administratif de Paris se donne en effet quelques semaines, le temps d'un supplément d'instruction, pour prendre une nouvelle décision : celle d'imposer (ou non) à l'État français de renforcer ses politiques de réduction

d'émissions de gaz à effet de serre. Une situation qu'a connue l'État néerlandais en 2019 ; sommé par la cour suprême du pays de revoir ses plans climatiques, le gouvernement néerlandais a dû notamment acter la nécessité de se passer du charbon d'ici 2024, et de développer en urgence les énergies renouvelables sur le territoire.

Dans ton livre, tu parles essentiellement du rôle des responsables politiques, mais quid des entreprises et des citoyens?

J'ai souhaité rappeler un principe simple. Si les citoyens peuvent agir à leur échelle pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, leur engagement restera de portée limitée tant que l'État français ne s'engagera pas pleinement dans la transformation de son économie.

Selon une étude de Carbone 4 publiée en juin 2019, une action volontariste de chacune et chacun ne permettrait de réduire que d'un quart les émissions en France.

Il revient donc aux entreprises d'engager une transformation de leurs activités pour en supprimer l'utilisation des énergies fossiles notamment. Pour certaines d'entre elles - souvent de taille petite ou moyenne - ces transformations peuvent représenter un risque et un investissement lourd à supporter. Pour d'autres, c'est trop souvent l'avidité des dirigeants et des actionnaires qui conduisent à maintenir des activités trop carbonées. Dans un cas comme dans l'autre, pour accompagner les premières et contraindre les secondes, il revient à l'État d'édicter les règles.

On a en mémoire la résistance des Gilets jaunes à la taxe carbone. Au-delà des formules percutantes comme "fin du monde fin du mois", est-ce si simple de marier les deux ?

Bien que le mouvement des gilets jaunes agrège des situations et des combats différents, il s'est en revanche construit autour d'un seul et même constat : l'incapacité de l'État à assurer une politique juste et protectrice pour tous, préservant les moyens de vivre aujourd'hui et demain. Mais si la pauvreté ou la peur de devenir pauvre demeurent aussi présentes en France, ce n'est certainement pas à cause des mesures de protection de l'environnement ni celles de lutte contre les dérèglements climatiques. On le sait, les causes de l'une sont celles de l'autre. La gourmandise en ressources naturelles des activités économiques et l'avidité de ceux qui les gèrent vont de pair. Et elles génèrent d'énormes destructions environnementales et d'insupportables situations de pauvreté. C'est d'ailleurs ce que pointait du doigt le rapport Meadows dès 1972 en installant durablement la critique de la croissance dans le débat public. Il en va de même du rapport Brundtland en 1987 qui prescrivait de réparer les destructions sociales et environnementales du capitalisme par un modèle de développement durable.

Ce qui oppose en réalité "fin du monde" et "fin du mois", c'est une certaine vision de l'économie. Celle d'Emmanuel Macron aujourd'hui, celle de ses prédécesseurs aussi. Une vision qui sanctifie la croissance de l'économie, quitte à en ignorer ses impacts les plus destructeurs. Et le sujet de la taxe carbone sur les carburants en est la parfaite illustration.

Pour éviter que celle-ci ne se transforme en un piège injuste pour les personnes les plus vulnérables, il aurait fallu en utiliser le produit pour investir dans les alternatives à la voiture, pour inciter les constructeurs automobiles à fournir des voitures consommant moins d'énergie, et pour compenser enfin, pour les plus vulnérables, les effets négatifs de la taxe sur leur budget quotidien.

Une stratégie économique à laquelle Nicolas Sarkozy, François Hollande puis Emmanuel Macron se sont, dans les faits, systématiquement opposés.